Master Droit, économie, gestion mention Droit de l'entreprise En alternance

Spécialisez-vous dans un domaine ouvrant de débouchés professionnels motivants

Présentation

Publics / conditions d'accès

La sélection se fait sur dossier de candidature via la plateforme Monmaster.gouv.fr et entretien (nombre de places limité).
Une moyenne de 12/20 est requise pour une possible entrée en formation.
Une moyenne de 13/20 à minima est attendue dans les unités d'enseignement de droit civil, droit social et droit des affaires.
Une expérience professionnelle dans le domaine sera également appréciée.
Candidatures en ligne à partir du mois de février.

Objectifs

- Permettre une vision globale du droit dans l'entreprise (compétences en droit social, droit des affaires, droit des nouvelles technologies, droit fiscal, droit des contrats…) afin de bien cerner les besoins des entreprises qui font souvent appel à des juristes généralistes;
- Fournir aux élèves des compétences juridiques transdisciplinaires en droit de l'entreprise afin de répondre à un réel besoin des entreprises désireuses d'intégrer parmi leurs collaborateurs des professionnels du droit ayant une connaissance générale des contraintes et des risques juridiques;
- Acquérir les compétences nécessaires pour anticiper les risques éventuels de contentieux, conseiller et accompagner au quotidien les chefs d'entreprise, les syndicats et les autres partenaires socio-économiques privés. Fournir une aide à la décision;
- Former des professionnels polyvalents capables de négocier des contrats complexes et d'accompagner les entreprises dans la transformation digitale. Réfléchir aux modes de compliance et de mise en conformité en matière de responsabilité sociale de l'entreprise.

Modalités de validation

Validation de l'ensemble des unités d'enseignement composant le diplôme et des mémoires (professionnel et académique).

Compétences

Les **principales compétences** visées par ce diplôme sont les suivantes:

- Mettre en place une veille juridique et règlementaire dans tous les domaines du droit de l'entreprise et élaborer des indicateurs fiables permettant une diffusion et une mise en application opérationnelle ;
- Interpréter, appliquer les nouveaux textes et les évolutions de la législation ; analyser la jurisprudence et l'appliquer dans l'organisation ;
- Accompagner et conseiller les dirigeants et les managers dans les projets de développement de l'entreprise ;
- Élaborer des diagnostics et proposer de solutions juridiques en cohérence avec la stratégie de l'entreprise ;
- Coordonner et encadrer les projets impliquant des changements d'ordre juridique (licenciements, plans sociaux, fusions…);
- Concevoir et rédiger de documents juridiques (internes et externes) : règlements, notes de service, cahiers des charges, synthèses, bilans, déclarations fiscales;
- Assurer l'exécution d'une convention ;
- Gérer les personnels en se positionnant comme le relai de l'employeur en matière sociale, fiscale, de gouvernance ; accompagner l'employeur dans la gestion des

Mis à jour le 25-03-2026

Arrêté du 30 mai 2025. Accréditation jusque fin 2029-2030. le 30-05-2025

Fin d'accréditation au 31-08-2030

Code : MR14901B

120 crédits

Master

Responsabilité nationale : EPN14 - Droit et immobilier / Maria-Beatriz SALGADO

Responsabilité opérationnelle : Stéphane LAMAIRE

Niveau CEC d'entrée requis : Niveau 6 (ex Niveau II)

Niveau CEC de sortie : Niveau 7 (ex Niveau I)

Mention officielle : Arrêté du 30 mai 2025. Accréditation jusque fin 2029-2030.

Mode d'accès à la certification :

- Formation continue
- Validation des Acquis de l'Expérience

NSF : Droit fiscal ; droit des affaires ; droit pénal ; droit de l'environnement ; droit de la santé ; droit de la sécurité et de la défense ; droit du transport etc (128g)

Métiers (ROME) : Responsable juridique (K1903) , Responsable de service juridique (K1903) , Juriste d'entreprise (K1903) , Conseiller fiscal / Conseillère fiscale (K1903) , Conseiller / Conseillère en droit social (K1903) , Chef de service juridique (K1903)

Code répertoire : RNCP38162

Code CertifInfo : 115694

Contact national :

CFA du Cnam - Service recrutement

61 rue du Landy
93210 La Plaine Saint-Denis
01 58 80 83 61

ressources humaines;
- Piloter des projets en matière de politiques sociales ; analyser les enjeux sociaux et proposer des orientations adaptées ;
- Prévenir et gérer les contentieux;
- Comprendre l’articulation des problèmes juridiques en droit social et en droit des affaires.

Perspectives professionnelles

Le caractère pluridisciplinaire de cette formation permet d’envisager les débouchés suivants :

Responsable juridique dans une PME ; Conseiller en droit des affaires ; Fiscaliste d’entreprise ; Juriste au sein d’une entreprise, d’une organisation, d’un cabinet, d’une ONG, d’organismes sociaux ; Cadre dans la banque ; Dirigeant et cadre de direction ; Juriste en cabinet de conseil en droit social

Débouchés

- Chef de service juridique
- Conseiller / Conseillère en droit social
- Juriste d'affaires
- Juriste d'entreprise
- Juriste fiscaliste
- Responsable de service juridique
- Responsable fiscal / fiscale
- Correspondant / Correspondante Informatique et Libertés - CIL

cfa.recrutement@cnam.fr

Enseignements

120 ECTS

M1 60 ECTS

Dossier de jurisprudence en droit de l'entreprise	DRT214 4 ECTS
Anglais professionnel	ANG330 6 ECTS
Droit pénal des affaires	DRA107 4 ECTS
Droit du financement des entreprises	DRA118 4 ECTS
Droit fiscal : imposition du résultat de l'entreprise	DRF114 6 ECTS
Droit fiscal : TVA et imposition du capital	DRF115 4 ECTS
Droit du travail approfondi, évolutions récentes, aspects individuels et collectifs	DRS208 4 ECTS
Principales formes de sociétés	DRA113 4 ECTS
Droit du numérique	DNT104 4 ECTS
Responsabilité pénale et civile de l'employeur et du salarié	DRS107 6 ECTS
Procédure civile	DRA123 4 ECTS
Expérience professionnelle et rapport d'activité	UADR17 10 ECTS

M2 60 ECTS

Séminaire méthodologique	DRT213 2 ECTS
Anglais juridique	DRA208 2 ECTS
Techniques juridiques de la transmission d'entreprise	DRA204 4 ECTS
Droit des difficultés des entreprises	DRA120 4 ECTS
Les modes alternatifs de résolution des différends	DRA207 4 ECTS
Droit et discriminations : agir contre les discriminations	DRS210 2 ECTS
Droit du travail approfondi	DRS205

	4 ECTS
Droit du travail et droits de la personne (Droits de l'Homme dans le travail)	DRS203 2 ECTS
Droit de la propriété intellectuelle dans l'environnement numérique	DNT201 4 ECTS
Droit de la cybersécurité	DNT108 6 ECTS
Droit fiscal approfondi	DRF200 4 ECTS
Droit de la protection sociale approfondi	DRS206 4 ECTS
La gestion du patrimoine du dirigeant et de l'entreprise	DRA206 6 ECTS
Mémoire	UADR18 12 ECTS